

REBRAB PLAIDE POUR UN DÉBAT GÉNÉRAL SUR LA QUESTION

Les trois défis de l'économie algérienne

Le patron de Cevital n'en démord décidément pas. Lui qui ne cesse de crier à une probable déstabilisation du pays, faute de s'engager dans nombre de défis dont trois majeurs, selon lui, ne manque cependant pas de décliner ses recettes qui, dit-il, ne relèvent pas du magique ou du chi-mérique comme certains tentent de le faire croire.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est que l'homme sait bien ce qu'il dit et pèse et soupèse ses propos. Car rien ne semble lui échapper en matière d'affaires qu'il semble affectionner à merveille. Pour Issad Rebrab, en effet, tout est question d'intelligence économique synonyme, dira-t-il, d'estimer «ses forces et faiblesses et celles des concurrents» et surtout de ne jamais se limiter au seul marché local et penser à discuter la suprématie de ces mêmes concurrents chez eux.

Invité, hier, du forum du quotidien *DK News*, le patron du premier groupe privé du pays se voudra pédagogique dans son intervention, étayant ses assertions par des chiffres et des éléments comparatifs. Pour lui, le pays fait face à trois défis majeurs : celui de l'emploi, de l'après-pétrole et de la sécurité alimentaire. Et à défaut d'y aller maintenant, on «risque d'aller droit dans le mur et à la la déstabilisation du pays», avertira-t-il.

A propos d'emploi, il y a 10 millions de demandeurs d'emploi à l'horizon 2020. Une évolution très rapide avec un taux de chômage actuel de 10% dont 35% sont des jeunes. Des «perspectives» qui ne font pas perdre, pour autant, le nord à Rebrab qui affirmera que créer 12 000 000 emplois annuellement, c'est possible pour peu «que l'on s'y mette d'ores et déjà car le temps est contre nous». Et ces emplois, le patron de Cevital ira les

chercher dans l'industrie pétrochimique, lui pour qui continuer à exporter le gaz ne suffit plus. «Il faudra penser à le transformer comme le reste des ressources, ce qui permettra de créer des richesses et une répartition équitable de ces richesses à travers l'emploi créé.» Et le conférencier ne manquera pas d'argument chiffré. «L'Algérie exporte actuellement son propane à 600 dollars la tonne alors qu'en le transformant localement en propylène, il serait vendu à 1 200 dollars la tonne, en tissus à 3 000 dollars la tonne et en tenues jetables pour chirurgiens à 10 000 dollars la tonne». De quoi couvrir les besoins nationaux pour les 3 000 PME/PMI qui interviendront ainsi en aval et qui en exporteront l'excédent.

Certains, pour contrarier l'idée, avancent le problème de technologie. «Mais il n'y a aucun problème là-dessus puisqu'elle s'achète et se vend comme le reste de la marchandise», précisera-t-il.

Le patron de Cevital reviendra sur ses récents projets d'investissements à l'étranger. Une démarche qui ne relève pas du fortuit ou du hasard puisque minutieusement étudiée, découlant du principe immuable qu'il ne faut pas se contenter du marché local et qu'il faudra discuter des parts du marché du concurrent chez ce dernier. Pour lui, il n'y a qu'une seule religion : pour être combatif et compétitif à l'international, il faut des usines

de taille mondiale. Et de professer qu'on peut battre et les Chinois et les Turcs de par le facteur non négligeable de la proximité du pays du Vieux-Continent et de l'Afrique qui constituent l'essentiel des marchés. Car, poursuivra-t-il, il s'agira de produire en très grandes quantités. «C'est ce qu'on appelle l'intelligence économique qui consiste à aller au plus profond des choses pour voir ses forces et ses faiblesses et celles des concurrents». Et de citer un autre exemple, celui de l'usine de verre plat du groupe qui exporte 70% de ses 210 000 tonnes annuellement alors que les besoins du pays en la matière ne sont que de 75 000 tonnes par an.

Pour un débat général

Rebrab plaidera également pour la libération des initiatives seule à même de permettre, selon lui, de relever le défi majeur de l'emploi. Regrettant, au passage, le recours aux entreprises étrangères, notamment chinoises, pour les besoins des chantiers de construction. «Il faut faire confiance aux entreprises locales qu'il faudra accompagner dans la formation de leurs personnels et de leur spécialisation. Quand l'Algérien est bien formé, bien encadré, respecté et bien rémunéré, il peut faire bouger des montagnes», soutiendra-t-il. Ceci sans préciser que «nous sommes capables de construire plus vite que les Chinois au meilleur coût et à la meilleure qualité. Nous voulons le démontrer à travers la probable création d'une entité de Cevital spécialisée dans l'immobilier».

Second défi majeur à relever, selon Rebrab, celui de l'après-pétrole, qui a déjà commencé, surtout que le pays comptera

d'ici 2025 pas moins de 50 millions d'habitants. Un défi consistant en la diversification de notre économie à même de répondre aux multiples besoins. «Nous vivons au-dessus de nos moyens. Il faudra apprendre à l'Algérien à vivre de son labeur», dira-t-il, regrettant que 18 à 23 milliards de dollars soient consacrés aux divers transferts sociaux. Au sujet de la sécurité alimentaire, le patron de Cevital tiendra à dire que les stock mondiaux concernant les matières premières n'ont jamais été aussi bas que ce qu'ils sont actuellement en raison de divers aléas climatiques. «Nous sommes capables de produire localement certains de ces aliments de base comme les légumes secs. Pour les autres, il faudra voir ailleurs comme le fait si bien le groupe qui s'est tourné vers l'Afrique où des facilités lui sont concédées», soutiendra-t-il.

Rebrab citera également les procédures de soumissions à l'issue desquelles les entités publiques choisissent systématiquement le moins-disant. Tout le contraire et plus que ce qui prévaut chez le privé qui, souvent, opte pour le mieux-disant avec lequel des discussions sont engagées en vue de réduire le prix tout en ne cédant rien sur la qualité et le délai. «Il nous est arrivé d'avoir 70% de réduction de prix», dira-t-il, non sans relever l'absurde mesure imposée à tout créateur d'entreprise de 15 millions d'euros consistant en une autorisation du CNI. Tout comme il signifiera son désaccord aux partenariats que les pouvoirs publics engagent depuis peu . «Les étrangers ne se soucient guère de la réussite ou pas de ces partenariats puisqu'ils n'engagent aucun sou.»

M. K.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

«Une base de données fiable est nécessaire», selon Bachir Messaïtfa

Intervenant hier, dans le cadre du forum du quotidien *Echaâb*, Bachir Messaïtfa secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Prospective et des Statistiques a déclaré concernant les accidents de la route qu'un répertoire de fréquence ainsi qu'une base de données doivent être mis en place.

Selon le ministre qui, évoquant hier, l'hécatombe routière, 80% des accidents sont provoqués par seulement 20% des causes. «Nous devons aller directement aux solutions, nous n'avons plus le temps pour la réflexion, ces solutions sont déjà conçues et appliquées à travers le monde», a précisé Bachir Messaïtfa.

Le ministre précisera aussi qu'une analyse des données est nécessaire en vue de connaître les causes réelles des accidents. Il évoquera, aussi, la nécessité d'une réflexion à long terme, ainsi que la problématique de la pièce de rechange contrefaite qui cause aussi des accidents graves. Ainsi, le ministre rappellera que 40% des pièces détachées mises sur le marché sont contrefaites.

Pour le ministre, un système de veille stratégique est nécessaire pour le phénomène des accidents de la route. «L'approche doit être basée sur des méthodes, analyses et perspectives.

Pour sa part, M. Yahia Belhadj Meziane président de l'Association des victimes des accidents de la route a annoncé que la route a été particulièrement meurtrière depuis le début du mois de Ramadhan. Ainsi, il y a eu, selon l'intervenant, 98 morts et 1 135 blessés au cours de la première semaine du mois de jeune.

«Il est urgent de réagir devant ce terrorisme routier, des propositions et solutions urgentes sont nécessaires. La route algérienne est l'une des plus meurtrières au monde. Il faut que toutes les parties concernées réfléchissent à des solutions applicables», a déclaré l'intervenant. Il évoquera aussi une autre cause des accidents de la route à prendre en charge : l'état des tronçons routiers. «Un grand nombre de tronçons routiers et aussi autoroutiers sont impraticables.

En hiver les chaussées sont inondées et cela provoque inévitablement des accidents», a expliqué l'intervenant qui appellera, de ce fait, à la création d'un Haut-Commissariat de la route qui dépendrait directement du Premier ministre.

Evoquant, en outre, le permis à point, M. Yahia Belhadj Meziane a précisé que sans fichier national, le processus n'est pas crédible. «Le concept en lui-même n'a pas d'avenir, au vu des lourdeurs administratives, il faut donc réfléchir à son application», souligne aussi l'intervenant.

M. Boutalbi, directeur du Centre national de la prévention routière, dira pour sa part qu'au premier semestre de l'année en cours, il y a eu sur les routes pas moins de 2005 morts, soit une hausse par rapport à l'année passée à la même période.

F.-Zohra B.

DÉLAIS DE RÉALISATION DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

Ghoul reste évasif

Les projets en cours de réalisation ou à lancer dans le secteur des travaux publics dans la wilaya de Annaba ont fait l'objet hier lundi, d'une visite de travail du ministre Amar Ghoul.

Juste après son arrivée à l'aéroport Rabah Bitat, le ministre des Travaux publics, accompagné par le wali de Annaba, a entamé sa visite par l'inspection de la nouvelle aérogare actuellement à près de 70% pour la structure elle-même, et plus de 90% en ce qui concerne le renforcement et l'extension des parkings, le rééquilibrage et le bétonnage des canaux d'assainissement. Ces derniers sont pris en charge par la direction de wilaya du secteur.

Le ministre s'est ensuite dirigé vers la ville côtière de Chetaïbi distante de quelque 70 kilomètres du chef-lieu de wilaya.

Sur place, le membre du gouvernement devait prendre connaissance des travaux en cours pour le confortement et la protection de la jetée du port de pêche, pour une enveloppe financière de 1,117 milliard de dinars.

Pour ce port, situé dans une région paradisiaque connue pour sa baie, l'une des plus belles au monde, le ministre a demandé qu'il soit aussi utilisé comme port de plaisance, afin de lui conférer un rôle touristique qu'il mérite amplement.

Profitant de sa présence dans la wilaya de Annaba, la directrice des travaux publics a expliqué au ministre, l'autre projet qui portera sur le dragage du port de commerce et de pêche de Annaba.

Cette opération portera sur une surface de 36 hectares et un dragage de 1,2 million de mètres cubes qui seront évacués en haute mer pour un montant de 1,5 milliard de dinars.

Cette importante infrastructure économique n'a jamais fait l'objet d'une opération similaire, selon la directrice des travaux publics.

Par ailleurs, la wilaya de Annaba se trouve présentement à la pointe de réalisation d'importantes infrastructures de base. A ce titre, routes, autoroutes, ouvrages d'art et tunnel sont lancés, en instance de démarrage, inscrits ou à l'étude. L'un de ces projets implanté à l'entrée sud de la ville, a été inspecté par le ministre Amar Ghoul. Il s'agit du pont Y, dont le viaduc long de 468 mètres linéaires.

Ce viaduc constitue la partie principale de l'ouvrage d'art long de quelque 1,4 kilomètre ayant nécessité une autorisation de programme (AP) de 9 milliards de dinars. Il est réalisé par deux entreprises nationales (ALTRO et ENGOA) et une autre ibérique (LIC). Le taux d'avancement des travaux de cette magnifique réalisation (un viaduc, deux sauts de mouton, deux ouvrages d'art et deux accès) est de l'ordre de 80%.

Une fois livré, Il participera dans le désengorgement de cette entrée sud de l'antique Hippone qui enregistre le passage de plus de 45 000 véhicules/jour et qui constitue présentement, une source de désagréments aux automobilistes l'empruntant.

Le ministre s'est rendu par la suite au rond-point Sidi Brahim où il a posé la première pierre pour l'aménagement de l'entrée Sud-Ouest de la ville. Le tronçon qui nécessitera la réalisation de deux viaducs de 240 ML chacun et des bretelles d'échangeurs de 1 000 ML au total, reliera le quartier de Sidi Brahim à la cité Seybouse avant d'enjamber l'oued hyponyme à travers le nouvel ouvrage d'art pour aboutir à la cité Sidi Salem et de là vers la wilaya d'El Tarf. L'autre mer-

veille de route qui a fait l'objet d'une halte du ministre aura un impact certain sur le tourisme. Elle partira du fameux Cap de Garde pour aboutir à la grande plage de oued Bagrat. Elle s'incrusterà dans le flanc de montagne à une centaine de mètres plus haut que la mer qu'elle domine formant ainsi une belle corniche entre verdure et bleu azur.

Deux voies d'accès à ce tronçon long de huit kilomètres ont déjà été réalisées. Mais pour dépassement de l'A.P, elle est l'objet actuellement d'une réévaluation.

Intervenant sur place, le membre du gouvernement a instruit la directrice des T P de Annaba de l'inscrire carrément en nouveau projet «puisque le programme a été restructuré», a-t-il fait remarqué.

De retour au siège de la wilaya, les responsables de la direction des travaux publics ont procédé à la présentation de deux projets portant, le premier sur une étude d'une liaison autoroutière Annaba-Guelma sur 30 kilomètres, et le second sur l'aménagement de la section routière urbaine Pont blanc-El M'haffer. Une proposition a été avancée pour la réalisation sur ce tronçon, de deux tunnels de 500 mètres et 1,7 kilomètre ce qui nécessitera une assistance technique pour accompagnement de haut niveau, signale-t-on.

La visite du ministre Amar Ghoul a pris fin par une cérémonie à la wilaya, en hommage aux travailleurs du secteur victimes d'accident de travail sur la route. Interrogé par la presse sur la livraison du tronçon de 24 kilomètres de l'autoroute Est-Ouest entre Constantine et Skikda, fixée par le premier ministre Abdelmalek Sellal lors de sa visite dernière à Constantine pour la fin du mois de mars écoulé, le ministre s'est limité à indiquer qu'il le sera dans les délais impartis !».

A. Bouacha